Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

30 | 2002

Foccart - Entre France et Afrique

Témoignage

Alain Plantey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/652>

DOI : 10.4000/ccrh.652

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Alain Plantey, « Témoignage », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/652> ; DOI : 10.4000/ccrh.652

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Témoignage

Alain Plantey

- 1 J'ai vécu cette période de très près, jusqu'au moment où je suis parti comme ambassadeur à Madagascar, c'est-à-dire entre le retour du général de Gaulle aux affaires et 1967. Je suis membre du Conseil d'État, que je n'ai jamais quitté, et je n'ai appartenu à aucun parti politique. Même comme chef de mission diplomatique, je suis resté membre du Conseil d'État. Je suis un gaulliste de la Résistance.

La Constitution de la V^e République et la France d'outre-mer

- 2 Le ministère de la France d'outre-mer, lorsque le général de Gaulle est revenu aux affaires et qu'il a choisi Cornut-Gentille comme ministre, était un vrai gouvernement. On y trouvait une direction des Finances, on y trouvait l'armée française... Il gérait tout l'outre-mer, le Fides et bien d'autres choses. À la différence des autres départements, le ministère de la France d'outre-mer était un complexe d'administrations qui s'occupaient des DOM-TOM et des territoires associés, c'est-à-dire Cameroun et Togo. Un ensemble qui n'était pas seulement africain !
- 3 J'étais au Conseil d'État lorsque le général de Gaulle a annoncé que l'on allait préparer une Constitution. Il fallait que quelqu'un s'occupe des affaires d'outre-mer. On m'a désigné parce que j'avais été en Indochine, aux Nations unies, etc. On a donc préparé un projet de Constitution qui incluait les territoires d'outre-mer, et on a offert aux TOM le choix entre rester territoire d'outre-mer, devenir département français, ou être État membre de la Communauté.
- 4 Le Cameroun et le Togo n'étaient pas concernés, puisque sous tutelle. Léon Mba voulait que le Gabon devînt un département français. C'est alors que le général de Gaulle se rendit à Conakry. Là, Sékou Touré croyait que le Général avait lu son discours, parce qu'il en avait remis le texte au gouverneur, lequel l'avait donné à Cornut-Gentille. Mais ce dernier ne l'avait pas lu, et ne l'avait pas transmis au Général, ce qui fait qu'il y a eu un clash. Si le Général avait lu le discours, cela se serait sans doute passé différemment. Cette

maladresse explique pourquoi, lors du conseil interministériel qui a supprimé le ministère de la France d'outre-mer, le 1^{er} décembre 1959, Cornut-Gentille n'a pas été invité à dire un mot.

- 5 Que se passa-t-il ensuite ? Ces pays, sauf la Guinée, devinrent membres de la Communauté. Il existait dès lors une division entre les territoires d'outre-mer, ceux qui restaient DOM et TOM, et les États membres de la Communauté. Il va de soi qu'on ne pouvait pas gérer toutes ces affaires en même temps. Le ministère de la France d'outre-mer a donc éclaté : une partie fut rattachée au ministère de l'Intérieur, les affaires militaires au ministère des Armées, les finances au ministère des Finances, etc.
- 6 Comment allait-on gérer cette situation ? C'est là que j'intervins. Il n'y avait plus de ministre, plus de directeur de cabinet, plus personne. Alors, on m'a dit : « avez fait la Constitution. Maintenant, débrouillez-vous. »

Nouvelle organisation

- 7 Je suis allé voir le secrétaire général en lui demandant quoi faire. Il m'a donné l'hôtel de Noirmoutier. Je suis arrivé là dans cet hôtel en pleine nuit, et l'on me disait : « Il faut s'y mettre ! ».
- 8 D'autre part, Janot, qui avait organisé le groupe de travail sur la Constitution, se retrouvait sans emploi. Ce n'était pas un gaulliste historique. Le général lui a proposé d'être secrétaire général à la Communauté. En effet, les décisions communautaires étaient prises par le Général « seing-contreseing » ; il fallait donc un secrétaire général.
- 9 Qu'ai-je alors fait ? J'ai appelé ceux que je trouvais : des magistrats, comme Journiac, des militaires, des anciens cadres, pour essayer de faire face. Il a fallu sauver le chiffre parce qu'il n'y avait plus de chiffre ; il n'y avait plus de bureau du courrier. Tout était fermé. Il ne restait que l'Inspection générale de la France d'outre-mer, à qui l'on a donné l'AGPFOM : administration générale du personnel de la France d'outre-mer.
- 10 Que faire ? On a commencé avec deux cents personnes ; il fallait gérer tout ce monde-là. Il fallait faire des lettres ; on s'est trouvé dans une période de grandes difficultés.

Des relations complexes

- 11 Il faut ajouter de multiples écueils. Michel Debré voulait gérer le Cameroun et le Togo parce qu'ils n'étaient pas dans la France d'outre-mer. Il avait donc insisté pour ces deux pays, alors que Couve de Murville, arguant qu'ils allaient devenir indépendants, qu'ils allaient entrer aux Nations unies, voulait s'en occuper. La personne chargée du Fonds d'aide et de coopération (le FAC) se heurtait au ministère des Finances, qui disait : le FAC, je ne connais pas, mais je gère la monnaie. Pierre Guillaumat, ministre des Armées, avait récupéré tous les contingents d'outre-mer et disait : « Moi, je m'occupe du stationnement des Français à Libreville ou ailleurs ». Le ministre de l'Intérieur ajoutait : « Moi, j'ai les DOM et les TOM. » C'était très difficile. Janot a sauté, au bout d'un an et quelques mois. C'était ingérable, et il fallait aussi travailler avec Houphouët, Senghor, Youlou... tout ce petit monde qui avait sa politique.
- 12 Je connaissais Debré bien avant Foccart, je ne connaissais pas encore Foccart. Je l'avais seulement vu lors de réunions, lorsqu'un jour on m'a dit : « Janot s'en va à l'ORTF ; vous restez et vous vous débrouillez avec Foccart. » J'ai donc vu arriver Foccart en mars 1960.

- 13 Foyer est devenu secrétaire d'État aux relations avec les États de la Communauté, mais sans s'occuper du FAC. On lui a donné le plus de choses possibles, les affaires culturelles... Mais la politique restait celle du général de Gaulle. Foyer s'en est occupé, et ne pouvait s'arrêter. On s'est retrouvé avec un partenaire de plus à gérer.
- 14 Là, Foccart a fait preuve d'un esprit d'adaptation très grand. Car, en réalité, il n'a jamais été fonctionnaire, ni élu. Il a su tenir cette situation alors que c'était très difficile, même avec ses collaborateurs. Les magistrats disaient : moi, je m'occupe de ceci et pas de cela, les militaires, pareil. Il fallait voir les difficultés ! Heureusement, je connaissais bien Debré depuis 1944. Je pouvais aller discuter avec lui pour éviter ceci, arrêter cela. Et on a progressivement géré l'affaire.

Conseil restreint, conseil exécutif

- 15 Je tiens à dire, il faut le comprendre, que les conseils exécutifs n'étaient pas l'affaire de Foccart. C'est Janot qui les préparait. Foccart prenait des notes pour le Général. Les décisions étaient prises de la façon suivante : les conseils réunissaient les chefs de gouvernement des États d'outre-mer et les ministres chargés des affaires communes. Des décisions étaient prises, et le Général les entérinait tout seul. Alors, comment procéder après ? Je parlais chez Debré avec les projets, pour lui demander si les décisions ne risquaient pas d'entraîner le gouvernement à prendre une position malgré lui. On corrigeait les formulations si besoin, puis, je retournais à l'Élysée, où l'on expliquait au Général que le Premier ministre était d'accord.
- 16 Quand Foccart arrive, on voit apparaître des conseils restreints. C'étaient des conseils français, présidés par le président de la République, à l'Élysée, comme cela se faisait pour tous les conseils restreints. Il n'y a pas eu de conseil restreint à Matignon. On y appelait les ministres compétents, et là, naturellement, Foccart avait rang de ministre pratiquement. J'étais assis à une table à côté, et Foccart était à la table des ministres.

Voyages officiels et accords de coopération

- 17 La succession des voyages officiels des chefs d'État africains tient une place très importante. Le général de Gaulle avait demandé que le premier voyage officiel de chacun de ces chefs d'État nouvellement indépendant soit pour la France. Nous avons eu, en 1962, dix ou douze voyages officiels de chefs d'État.
- 18 On avait dit : « Quand vous serez indépendants, vous signerez des accords de coopération. » Nous avons donc eu l'obligation de négocier, avec chacun des États, un accord de coopération. Il fallut donc prévoir des conseils restreints, pour Madagascar, pour le Mali... Chacun a eu ses accords – certains en 1960, d'autres en 1961 –, et je suis allé dans chacun de ces États nouvellement indépendants. Tout un système d'accords de coopération, géré par le gouvernement français, est ensuite passé au ministère chargé de la Coopération. Après Foyer, il y a eu toute une série de ministres. L'ensemble a été bâti à ce moment-là, mais toujours avec l'aval du Général qui regardait tous les textes. Quand il y a eu l'affaire de Diego, par exemple, c'est le Général qui a décidé, pas les ministres. C'était très hiérarchisé, et tout a dû être négocié.
- 19 C'est là qu'on a vu les capacités exceptionnelles de Foccart. Tout en représentant la ligne de pensée du Général, il était capable de dire aux Africains : « Voyons, c'est votre

intérêt ». Tous ces accords de coopération ont été extrêmement bien faits, et beaucoup sont encore en vigueur. Ils ont servi à la construction d'une certaine vision française de l'aide au tiers monde, avec des missions d'aide et de gestion de ces accords qui sont apparues et qui ont continué. Nous le faisons maintenant avec beaucoup de pays. La philosophie de la coopération est née de là.

- 20 Quand Pompidou est arrivé aux affaires, il ne connaissait rien à cette fonction. Il sortait de la banque Rothschild, et avait été directeur de cabinet du général de Gaulle pendant six mois. C'était sa seule expérience politique. Il ne savait même pas comment monter à la tribune de l'Assemblée. C'est Dusseaulx qui l'a fait monter. Qui pouvait le conseiller ? Mais c'était Foccart ! L'influence de Foccart sur le jeune Premier ministre qu'était Pompidou a été considérable. Pompidou lui demandait tout le temps : « Est-ce que je dois faire ceci, dire cela ?... » Parce que Foccart connaissait la hiérarchie politique, d'une part, et d'autre part parce qu'il avait cette expérience et ce flair qui lui permettaient de dire ce qu'il fallait faire. Après, les rapports se sont distendus, mais l'analyse est vraie.
- 21 Pompidou était supérieurement intelligent. Plus tard, quand il a été élu, il s'est rendu compte que Jacques Foccart était dangereux à l'égard de toute une portion de la classe politique qu'il voulait rallier et dont il avait besoin. Il s'est donc dit : « Allons-y doucement. » À l'époque, j'étais ambassadeur, mais je venais voir Pompidou de temps en temps, et je me rendais bien compte que le nouveau président voulait être lui-même. Il était un héritier du gaullisme, mais il était Pompidou, et notamment après la mort de De Gaulle. D'ailleurs, on a très bien senti la craquelure à ce moment-là. Foccart n'était pas à l'aise.
- 22 Auprès de De Gaulle, Foccart jouait et il savait y faire. Il y a deux caractéristiques amusantes le concernant. D'abord, on ne le voyait pas. C'était un petit homme très rond, la face lisse, toujours de côté, difficile à prendre en photo. Deuxièmement, il aimait le pouvoir, en réalité, et c'était un efficace. Vous pouviez lui téléphoner à toute heure du jour et de la nuit, vous saviez qu'il y aurait une suite. C'est pour cela qu'il savait tout. Il avait ce goût. On l'a appelé l'« homme de l'ombre », mais il a contribué lui-même à établir ce nuage autour de lui. Il n'a jamais voulu paraître, et c'est une qualité considérable : pas élu, pas fonctionnaire, pas ministre, plusieurs refus pour cette fonction. Pour le général de Gaulle, quelqu'un qui refuse d'être ministre, c'était un cas rare. Vous imaginez le crédit qu'il a eu auprès du Général ! C'était considérable, sans oublier son sens du renseignement, de ce qui était important et de ce qui ne l'était pas.

Débat

Marc Michel – Le sens du renseignement est effectivement très visible dans les notes de Foccart qui sont aux archives. Monsieur l'ambassadeur, pouvez-vous nous préciser quels furent les experts consultés lors des négociations des accords de coopération et quel fut leur rôle ?

Alain Plantey – La question des accords de coopération est un sujet très difficile. J'avais engagé plusieurs collaborateurs, comme Journiac, qui était chef des services judiciaires de la France d'outre-mer. Je l'avais pris avec son adjoint, Jouhaud. J'avais un financier de la Cour des comptes, et un du ministère des Finances ; il y avait des militaires... On les envoyait d'abord dans les ministères pour préparer les textes, puis des réunions étaient organisées au sein de chaque département, et enfin, c'est dans mon bureau que se déroulait l'arbitrage. Chaque chef de service intéressé par des accords, venait. Un texte définitif avait été préparé dans les ministères et on l'adaptait en fonction des pays. Ensuite, on les montrait à Matignon, pour être sûr

que le Premier ministre n'y voyait pas d'obstacle. Il fallait être sûr qu'on ne donnerait pas une raison de discordance entre ce que le général de Gaulle envisageait politiquement et ce que le Premier ministre Debré estimait réalisable matériellement. Il faut ajouter à cela que, pendant ce temps, Foccart, qui était membre de l'entourage du Général à l'Élysée, et qui n'avait pas de bureau à l'hôtel de Noirmoutier, faisait un rapport de lui-même au Général, différent souvent de ce que nous avions dit. Alors, le Général nous reprochait de ne pas avoir prévu certaines choses, et cela apportait de nouvelles nuances. Il y avait un stade administratif, puis un stade interministériel, et ensuite l'aval du Général, souvent en conseil restreint. Quand les affaires étaient très importantes, comme dans le cas de décisions militaires, le Général les arbitrait devant tous les ministres.

Ensuite, nous avons négocié les projets avec les États et nous avons concédé aux Africains toute une série d'éventualités, selon les pays. Puis ces accords ont été ré-arbitrés en conseil restreint par le général de Gaulle. On rendait compte au Général en disant : « L'accord de coopération avec Dakar prévoit le stationnement des troupes françaises, l'acceptez-vous ? » Lorsque la négociation était assez avancée, on revenait chez le Général, avec l'accord du Premier ministre, pour clore le dossier. On a donc signé ces accords de coopération au fur et à mesure après les indépendances, pour respecter le droit. C'était très soigneusement fait.